



Événement de clôture du projet Organisations musulmanes comme actrices sociales (OMAS)

16 avril 2018, 17.00–19.00

Bâtiment des Sciences II, SCII salle A100
Quai Ernest-Ansermet 30, Genève

Michele Galizia

La Suisse est une nation née d'une volonté politique commune.

La cohésion sociale en Suisse ne s'explique pas seulement avec la présence de différents groupes linguistiques

vous acceptez par exemple que je m'adresse à vous dans un français très approximatif

Non, la cohésion sociale en Suisse repose tout autant sur le fait que la Suisse a appris à vivre avec plusieurs religions.

Non seulement avec des catholiques et des protestants, mais également avec la présence d'une pluralité de petites communautés ou groupements (religieux), poursuivis en Suisse dans le passé de manière souvent brutale. Et rappelons aussi que la dernière guerre civile en Suisse était une guerre de religion.

Avec la migration, le paysage religieux en Suisse s'est vu transformé.

Aujourd'hui dans notre pays imprégné par le protestantisme, le catholicisme est majoritaire, des nouvelles traditions chrétiennes (orthodoxes, pentecôtistes) sont présent

et notamment la présence des traditions musulmanes est devenu important.

Depuis l'an 2000, le nombre de personnes musulmanes en Suisse a fortement augmenté :

- alors qu'en 1970 (soixante-dix), leur nombre s'élevait à 0,2% pourcent,
- en l'an 2000, il est de 3,6% pourcent.
- Aujourd'hui plus de 5,2% pourcent des personnes de plus de 15 ans se déclarent musulmanes.

Les Musulmans et les Musulmanes font partie de notre société, sans aucun doute.

Malheureusement ce fait_n'est pas encore considéré comme une évidence.

Le Service de lutte contre le racisme (SLR), dont je suis le responsable, est à niveau fédérale, l'interlocuteur pour toutes les questions relatives à la prévention et la lutte contre le racisme,

il réalise, soutient et coordonne des activités aux niveaux fédéral, cantonal et communal.

Parmi ces activités, le Service/SLR réalise en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique et depuis 2016 une enquête sur le vivre-ensemble en Suisse.

Dans le cadre de cette enquête, nous demandons également comment certains groupes, tels que les Juifs ou les Musulmans, sont perçus par la population suisse.

Les résultats sont inquiétants:

- 14% des personnes interrogées ont des opinions négatives à l'égard des personnes musulmanes et
- 17% approuvent des stéréotypes négatifs envers les personnes musulmanes.
- Enfin: Parmi les personnes qui se disent avoir été discriminées en raison de leur religion, 1/3 sont des personnes musulmanes.

Il suffit par ailleurs de regarder la presse et les médias sociaux ou d'analyser les motions parlementaires

au niveau fédéral, cantonal ou communal pour constater que l'on parle et discute de manière controversée des Musulmans et Musulmanes,

pour constater aussi combien d'efforts il nous reste encore à fournir,

combien il faut encore investir pour que notre société soit capable de faire face à cette nouvelle pluralité religieuse.

Mais laissez-moi revenir sur un autre résultat important de la statistique nationale :

en effet les statistiques démontrent une évolution encore plus marquante.

Aujourd'hui $\frac{1}{4}$ de la population se dit n'appartenir à aucune communauté religieuse.

Ce fait est important.

Dans le passé – jusque dans les années 70 – les questions de cohésion sociale en Suisse ont été discutées dans le cadre du « Kulturkampf » (« combat pour la civilisation ») entre les protestants et les catholiques.

Sauf peut-être les cantons de GE et NE tous les gouvernements cantonaux ont argumenté selon des positions religieuses précises.

Aujourd'hui, on demande que l'Etat (confédération et cantons) maintienne une position neutre envers toutes les religions.

Ce qui est, finalement, un avantage pour les nouvelles communautés religieuses.

Toutefois, cela signifie également que les nouvelles communautés religieuses sont confrontées à des défis importants :

Affirmer leur position à travers un discours religieux cohérent avec leur foi,

mais également expliquer ou définir leur position face à des structures et logiques laïques.

Cela signifie que ce n'est pas seulement d'un dialogue interreligieux dont nous avons besoin, mais plutôt d'un dialogue entre des personnes et des institutions religieuses et des personnes et des institutions areligieuses.

Pour cela, il faut soigner une culture du dialogue qui permette d'aborder ouvertement les conflits et les points de vue divergents dans le respect de la différence et sans menacer l'intégrité des personnes impliquées.

Et c'est là que se situe le projet « OMAS ».

La cohésion sociale ne peut se faire que si tous et toutes, chaque citoyen et chaque citoyenne, communiquent « d'égal à égal ».

La participation signifie, dans ce contexte, le renforcement des individus et de leurs organisations afin qu'ils puissent se présenter devant les organes étatiques et non-étatiques, devant les médias et le grand public

de manière crédible et ouverte, en toute confiance.

Il s'agit d'apprendre à connaître les structures, de s'approprier les comportements et le savoir-faire,

mais aussi de se montrer ouvert par rapport à des opinions, des attitudes, des comportements, des habitudes et des usages, des coutumes différents.

Cela dans un état d'esprit ouvert et critique,

pour permettre la remise en question de ses propres habitudes et convictions, de ses propres pratiques et structures et pour accepter même de les modifier, si nécessaire.

C'est dans cet objectif que nous avons soutenu le projet.

Visiblement les temps et les esprits étaient mûrs.

En effet, nous avons été surpris et impressionnés de l'intérêt marqué dans toutes les régions, de la part de grandes comme de petites communautés musulmanes, et cela indépendamment de leur origine géographique.

Il ne s'agit certainement pas de forcer les Musulmans et Musulmanes à se confiner dans une organisation uniforme, homogène.

Au contraire. Le projet doit aussi contribuer à susciter et renforcer la communication entre les croyants musulmans, au-delà des frontières ethniques et des convictions religieuses.

Les organisations musulmanes doivent pouvoir se positionner et se mouvoir dans la société de manière ouverte, dans un esprit de confiance mutuelle et de respect,

elles doivent pouvoir se définir et se démarquer entre elles et par rapport aux institutions civiles et étatiques de la société majoritaire, afin de construire une nouvelle cohésion sociale, forte et porteuse d'avenir dans un monde pluriel.

Dans ce sens, je souhaite au projet bonne continuation et plein succès dans ses futures activités !